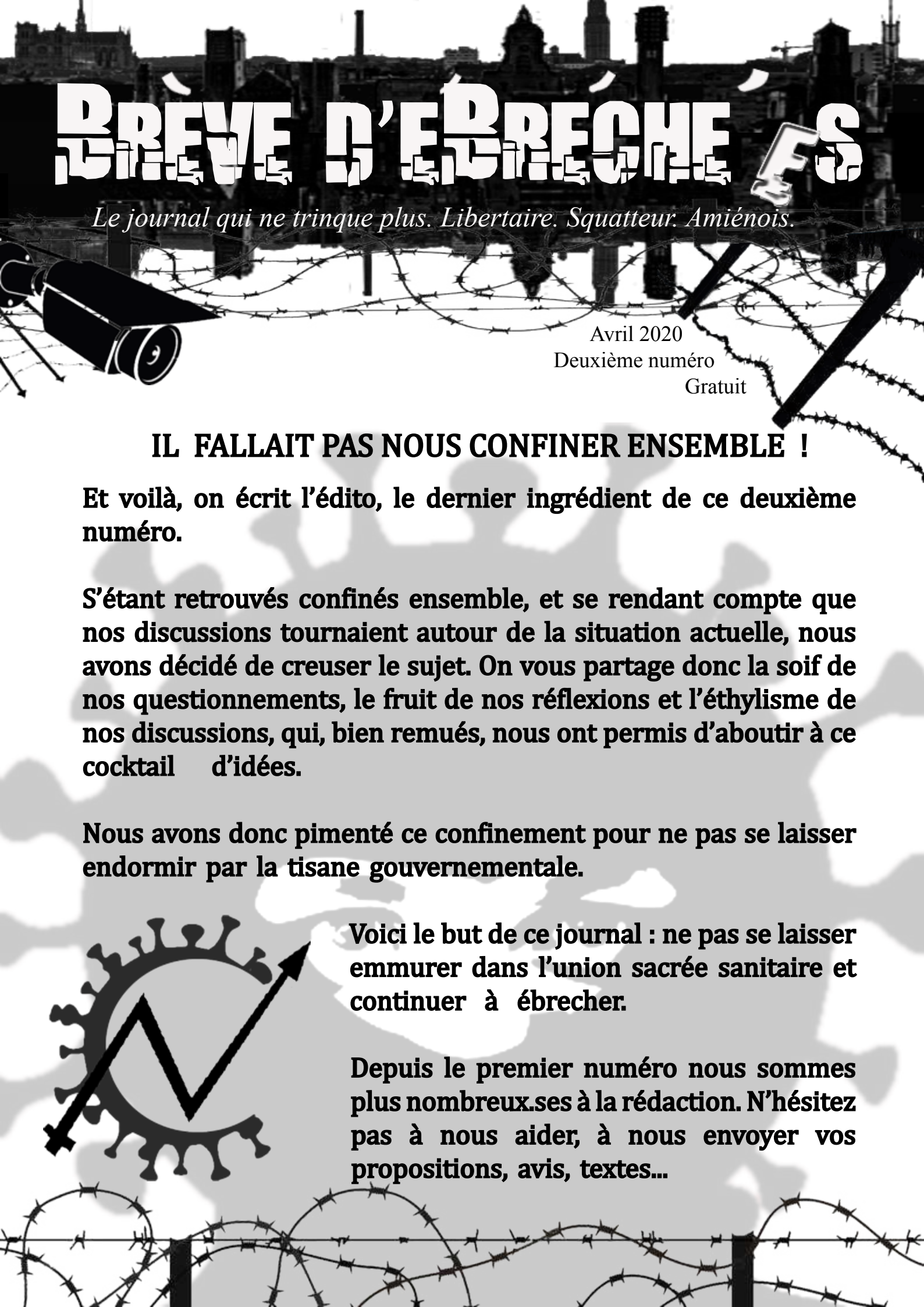




BREVE D'ÉBRECHE

Le journal qui ne trinque plus. Libertaire. Squatteur. Amiénois.

Avril 2020

Deuxième numéro

Gratuit

IL FALLAIT PAS NOUS CONFINER ENSEMBLE !

Et voilà, on écrit l'édito, le dernier ingrédient de ce deuxième numéro.

S'étant retrouvés confinés ensemble, et se rendant compte que nos discussions tournaient autour de la situation actuelle, nous avons décidé de creuser le sujet. On vous partage donc la soif de nos questionnements, le fruit de nos réflexions et l'éthylisme de nos discussions, qui, bien remués, nous ont permis d'aboutir à ce cocktail d'idées.

Nous avons donc pimenté ce confinement pour ne pas se laisser endormir par la tisane gouvernementale.



Voici le but de ce journal : ne pas se laisser emmurer dans l'union sacrée sanitaire et continuer à ébrecher.

Depuis le premier numéro nous sommes plus nombreux.ses à la rédaction. N'hésitez pas à nous aider, à nous envoyer vos propositions, avis, textes...

DU LASAGNO-CITOYENNISME A LA BRIOCHE REVOLUTIONNAIRE

« C'est parce que l'Etat n'est pas assez social, que le Coronavirus est une telle crise ! »

Si cette phrase n'est pas une véritable citation, elle pourrait très bien être le titre d'un article ou d'une vidéo d'à peu près n'importe quel groupe politique de gauche. De toute façon, on le sait, ce que veut « la gauche », c'est plus d'Etat. La solution aux inégalités ? Plus d'Etat. Face au recul des libertés ? Plus d'Etat. La crise écologique ? Plus d'Etat. On est contre le capitalisme ? On veut plus d'Etat.

Finalement, ça doit être assez simple de devenir militant.e d'un parti de « gauche », et de se retrouver, du jour au lendemain, à aller faire du porte-à-porte pour convaincre les gens de voter. Avec son kit rhétorique à argument unique (« Plus d'Etat ! Plus d'Etat social ! »), au moins, la « gauche » fait dans l'efficacité de pensée et propose une prise-en-main à la portée de tou.te.s, sans trop d'effort !

Alors, pour le Covid 19, pourquoi chercher au-delà ? La « gauche » se contente de régurgiter sa bouillie déjà prémâchée : la crise dans les hôpitaux ? C'est parce que l'Etat n'est pas assez social, il faut financer plus les hôpitaux ! La pénurie de masques, tests ou gel ? C'est à cause du

capitalisme, du libéralisme, il faut relocaliser la production et nationaliser les entreprises ! Le confinement ? Au moins, en Corée du Sud et en Chine, ils sont plus efficaces ! Ah ouais, carrément, on en vient à envier des régimes plus autoritaires que le nôtre ? Bon, bon. C'est sympa cinq minutes. Mais si on sortait un peu de ce prêt-à-mâcher du « plus d'Etat » systématique comme solution miracle ? Ça se saurait si les modèles chinois ou soviétique avaient été des réussites brillantes. Et puis, être contre le capitalisme mais encourager la production de masse et la société industrielle, c'est pas un peu contradictoire ? Et être contre la société industrielle et le monopole de certaines entreprises sans remettre en cause le rôle de l'Etat dans tout ça, c'est pas un peu limité ?

Prôner le « plus d'Etat » comme m o n o - s o l u t i o n anti-capitaliste, et oublier d'inclure la logique industrielle dans sa réflexion, ça nous semble un peu réducteur. Finalement, c'est penser chaque problème de façon complètement autonome, comme si l'Etat n'était pas partie liée avec la société industrielle et le capitalisme. Comme si « Etat » était le contraire de « capitalisme ». Comme si chaque concept constituait une couche d'un plat

qui se superposeraient sans se confondre. Hé bien, ce « lasagno-citoyennisme », très peu pour nous ! On va essayer, au contraire, de montrer l'intérêt de bien mélanger tous les ingrédients de notre critique sociale et politique, de les lier, de les cuire, et de les faire gonfler comme une grosse brioche révolutionnaire...

C.

SOMMAIRE	
LES PETITS SOIRS	4
L'EPIDEMIE C'EST LA POLICE	6
MAIS QUE FAIT LA POLICE QUAND LE RESTE D'AMIENS EST CONFINÉ ?	8
DE LA PEUR DES HUMAINS	10
JEUX VIDEO ET REALITES, FUSIONS ET CONFUSIONS	12
L'IMPASSE DE L'ETAT FACE AUX CRISES	17

COVID-19



Adoptez ces gestes simples

**Utilisez un
mouchoir
à usage unique**



et jetez-le.

**Si vous êtes
malade,
ou pas**



**Portez un masque
jetable**

Toussez ou éternuez



en cas d'agression



LES PETITS SOIRS

CREVE LA JUSTICE, CREVE LA TAULE, CREVE L'ETAT ET CREVE ! : c'est la phrase qui a été inscrite sur un mur comme seule revendication lors de l'attaque incendiaire menée contre l'A.P. d'AMIENS dans la nuit du 31 mars au 1er avril 2020. D'après les médias, 2 fourgons cellulaires et 3 voitures du S.P.I.P ont été incendiés cette nuit-là, et un départ de feu avorté a été provoqué dans les locaux de l'A.P. et mis à part la phrase sur le mur et le A cerclé au dessus de celle-ci, cet acte n'a pas été revendiqué. Personnellement, je considère que cette action se suffit à elle-même et qu'elle se passerait bien de commentaires, tout du moins du type de commentaires dont j'ai pu avoir l'écho ces dernières semaines, et c'est précisément de cela dont je souhaite parler dans ce texte.

Évidemment je ne parle pas des commentaires des médias, qui à mon sens ne font que jouer leur rôle, mais j'y reviendrais plus loin. Non, ce qui m'afflige par-dessus tout c'est les commentaires de personnes se revendiquant d'être anarchistes, libertaires, antifascistes, gauchistes, anti-systèmes ou anti-carcérales, et faisant partie de syndicats quels qu'ils soient ou de toute autre organisation supposée se battre contre le pouvoir en place. Car parmi tous les commentaires qui m'ont été rapportés, aucun d'entre eux ne soutenaient ni n'approuvaient cette action, et même tout le contraire, ils la condamnaient ou l'attribuaient à des ennemis politiques. Allez, je vous donne un exemple histoire de rire un peu : « c'est sûrement des fachos qui ont fait le coup pour nous faire porter le chapeau. » O.K, les fachos sont stupides, évidemment ce sont des fachos, mais je les vois mal prendre le risque de se taper plusieurs années de prison juste pour salir l'emblème de ta petite organisation bien propre. Au passage, le A cerclé n'appartient ni à toi ni à ton organisation, mais à toutes celles et ceux qui souhaitent se l'approprier pour combattre le pouvoir. Personnellement, je ne l'affectionne pas particulièrement mais je dois bien avouer que je le trouve plutôt joli lorsqu'il est associé à quelques bagnoles de flics

cramées. Bref, c'est sûrement plus confortable d'attribuer cet acte à tes ennemis plutôt que d'admettre que l'État est raciste, que les prisons sont pleines de personnes racisées et que toi, antifasciste blanc qui habite en centre-ville, tu ne fais rien contre ça, à part dire que le racisme c'est pas cool, à tes potes blancs qui sont tous d'accord avec toi. Oui, d'accord, je caricature, mais il faut bien que je m'amuse un peu, je ne sais pas dessiner.

Je vous l'accorde je suis un peu dure, alors pour me faire pardonner et détendre un peu l'atmosphère je vous propose un petit jeu.

Qui a dit ?

(relie chacune de ces phrases à son auteur)

“C'est probablement pas des fachos, le A cerclé est bien trop propre.”

● Un journaliste

“Ce n'est pas des gauchistes, il n'y a pas de faute d'orthographe.”

● Un anarchiste



Je dois vous avouer que j'ai lu tellement d'absurdités ces derniers jours que j'ai du mal à les différencier. Personnellement je trouve que quelques fautes d'orthographe n'auraient rien retiré au charme de cette photo. Oh oui, et au fait, si je déteste les fachos, c'est parce qu'ils font des croix gammées sur les mosquées et les synagogues, pas parce qu'ils les font à l'envers ! C'est

à se demander qui sont les fachos dans cette ville de merde. Hey, petit anarchiste ! Le mérite de l'instruction et la condescendance sont aussi des oppressions. Mais c'est peut-être difficile pour toi de t'en rendre compte, toi qui a construit tes idées politiques en lisant des bouquins écrits par des leaders il y a plus de cent ans. Tu sais j'ai un petit dicton, et en plus il est de moi celui-là : si tu es anarchiste et qu'un jour ton nom apparaît dans les livres d'histoire, tu as raté ta vie ! Je te laisse là-dessus.

Allez, je vous balance un autre commentaire, celui-là il est mignon : « c'est stupide et pas très stratégique de s'attaquer au S.P.I.P, parce que c'est quand même eux qui permettent aux prisonniers d'être libérés et de bénéficier de liberté conditionnelle » : alors là on est sur du lourd ! J'ai du mal à comprendre comment on peut se prétendre en lutte contre la prison, tout en défendant aussi vivement ses organes vitaux. Car pour ma part je considère la liberté conditionnelle, les contrôles judiciaires et la réinsertion comme un prolongement de la taule au-delà des murs, dans une société de plus en plus carcérale. « On te laisse sortir, mais n'oublie pas qu'on t'a à l'œil et qu'on peut te remettre dedans à tout moment si il te venait à l'esprit de disposer de ta vie comme tu l'entends. Alors dis merci ! ». Non, désolé, je n'arrive pas à leur trouver ce côté sympa et j'estime que cette institution est une cible légitimement éligible au feu de notre colère. Et puis, t'est-il venu à l'esprit que ces véhicules et ce bâtiment constituaient probablement pour ces personnes un objectif atteignable ? Car attaquer une prison est sans doute plus stratégique, mais aussi beaucoup plus compliqué et risqué.

Ah oui, et aussi je voudrais apporter une petite précision par rapport à l'article paru récemment dans Le Monde intitulé : « Sous le feu du covid-19, la soif d'en découdre de l'ultra-gauche. » Il est fait mention dans cet article de l'attaque de l'A.P. d'Amiens. Il est dit que cette attaque a été menée contre des locaux, je cite, « SÉCURISÉS ». Étant particulièrement curieuse, je n'ai pu m'empêcher, après avoir lu cet article, d'aller y faire une petite balade nocturne. Je n'ai eu aucune difficulté à entrer dans l'enceinte où se trouvaient les véhicules, je n'ai eu qu'à escalader une simple grille sans pointes ni barbelés. Et une fois à l'intérieur je n'ai constaté aucune caméra, aucune lampe à détecteurs de mouvements, ni aucune

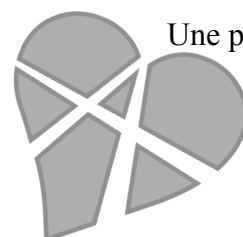
Nous remercions la personne qui a mis ce texte dans la boîte aux lettres. N'hésitez pas à nous partager les vôtres. On accepte les publications anonymes !

alarme ou gardien de nuit. Alors pourquoi le choix du mot « SÉCURISÉ » ? Eh bien, comme je le disais plus haut, je pense que les médias ne font que jouer leur rôle et le choix de ce mot n'a rien d'anodin. En effet, faire entendre au plus grand nombre que cette action était très périlleuse, et sous-entendre qu'elle a été perpétrée par des individus très performants, voire entraînés, est tout à leur avantage. Ainsi les personnes lisant cet article ont peu de chance de se dire « moi aussi je pourrais m'y mettre, ne serais-ce qu'une fois, un petit objectif à ma portée ».

Mais non, au lieu de ça on subit un système toujours plus liberticide en fantasmant sur un hypothétique grand soir, qui serait mené par des groupes radicaux aux leaders charismatiques. BEURK !

Tiens, un petit commentaire sympa à propos de cet article : « ce déchaînement médiatique autour de la gauche est accablant ». LOL ! Même pas envie de le commenter.

Pour finir, je tiens à adresser tout mon soutien et remercier les auteurs.ices de cette action, qui pour moi est une petite lueur d'espoir. Peut-être que nous nous connaissons déjà, peut-être pas, peut-être que nous finirons par nous rencontrer dans un concert, derrière une barricade ou dans un parc public, et même si nous n'aurons aucun moyen de nous reconnaître, j'aime à croire que nous nous reconnaitrons dans nos actes, et c'est tout ce qui compte. Cela me réconforte de savoir que pendant que certains, sous les projecteurs, théorisent l'élaboration stratégique d'un grand soir qui ne viendra sûrement jamais, certain.e.s, dans l'ombre, s'attellent à en réaliser de petits, comme celui du 31 mars 2020.



Une personne lambda

L'ÉPIDÉMIE C'EST LA POLICE

PROTEGEZ-VOUS, CAGOULEZ-VOUS

Depuis le 8 avril, cinq personnes ont été tuées par la police, trois autres ont été blessées gravement et sept ont porté plainte pour violences policières. Dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 avril, à Villeneuve-la-Garenne, a eu lieu la tentative d'homicide « de trop ».

Depuis le début du confinement la milice fasciste étatique s'en donne à cœur joie pour exercer ses relents racistes, autoritaires et arbitraires. On peut parler des nouvelles vidéos qui circulent quotidiennement, où on voit les attaques incessantes de cette milice dans les quartiers populaires : plaquages ventraux, kicks, coups de boule, coups de tonfa, coups de gazeuse, provocations, humiliations etc. Des descentes du RAID dans les quartiers Pierre Rolin et Amiens nord. Des amendes infligées pour non-respect du confinement, dont 10% dans le 93. Du meurtre d'un SDF d'origine maghrébine (Béziers). Du tir de flash-ball dans la tête d'une fille de 5 ans (Yvelines). Du renforcement sécuritaire dans les marchés des quartiers populaires (avant que ces marchés ne soient fermés). Du couvre-feu discriminatoire de Nice etc. Tout est bon pour ces meutes d'accros, pour assouvir leurs pulsions. Oui, car c'est bien connu, notre tendre police est sous-équipée. Il faut donc un sureffectif pour appréhender un.e individu.e avec des techniques de guerre, issues du maintien de l'ordre pendant la guerre d'Algérie.

Mais après tout, c'est moi qui me trompe, les vidéos sont truquées, le Figaro a raison, lui qui ose titrer « Un peu partout sur le territoire, dans les

quartiers sensibles, les agressions contre les forces de l'ordre augmentent ». Cela vous rappellera sûrement l'acharnement médiatique contre le mouvement social de 2005, apparu suite aux meurtres de Zyed et Bouna, et qui avait conduit à des émeutes dans les quartiers français. Avant que ne soit décrété un état d'urgence. Mais comment faire respecter le confinement dans des secteurs où, « en temps normal, policiers et pompiers sont pris pour cible », se demande le Figaro. Je leur rétorque : comment faire respecter le confinement dans les quartiers bourgeois, quand leurs résidents se pavanent, sourire aux lèvres, saluant le premier bleu qu'ils.elles croisent ? Encore une fois, les habitant.es des quartiers populaires devront faire face à une médiatisation raciste de la répression policière. « D'une pierre deux coups », s'exclameront les fafs. On médiatisera encore les conséquences d'une violence institutionnelle et non ses causes.

Plus haut, je parlais de la tentative d'homicide « de trop ». Il ne devrait pas y en avoir une de trop, il ne devrait pas y en avoir du tout. J'emploie cette expression pour mettre en avant le ras-le-bol des violences policières, de plus en plus fréquentes depuis le début du confinement, et de

leur impunité. Et je préfère parler de tentatives d'homicides que de simples bavures. La bavure est une petite erreur, un imprévu. Hors, quand le flic tire ou frappe, c'est d'abord par envie, et rarement pour se défendre. Si une agression policière entraîne la mort, ça ne les dérange pas outre-mesure, et ces meurtres seront jugés comme des « homicides involontaires ». Toute agression par des flics, de par leur impunité et les moyens dont ils disposent, est donc un homicide potentiel.

Un nouvel homicide raté a donc eu lieu la nuit du 19 au 20 avril, qualifiée d'accident par Ouest-France ou le Parisien : une voiture de flics, avec ses soldats alcoolisés, a foncé délibérément sur un jeune en deux-roues, portière ouverte. L'auto-défense face aux chemises bleues s'est alors réorganisée dans les quartiers populaires. A Villeneuve la Garenne (lieu de l'agression), Fontenay-sous-Bois, quartiers du Mirail ou de la Reynerie (Toulouse), Mulhouse, Aulnay-sous-Bois, Auxerre, Egly, la Meinau (Lille), Suresnes, Gennevilliers, Amiens... Mais, comble de l'ironie, le problème c'est pas la police, c'est les quartiers et leurs habitant.es, comme nous l'indiquent les journaux mainstream. Ils parlent de deux plaintes, dues à cet "accident

sauvage et mise en danger de la vie d'autrui" et une autre, contre des témoins, pour "outrage, menaces et insultes envers les forces de l'ordre". En attendant c'est le jeune en question qui se retrouve avec une fracture ouverte à la jambe.

La colère des quartiers populaires est légitime. Une trentaine d'organisations ont signé une tribune unitaire, en soutien à la révolte.

Une pensée pour Mohammed, tué à Béziers. Une pensée à X., tué à Cambrai, et son ami X.,

entre la vie et la mort. À Boris, tué à Angoulême. À X. tué à Rouen. À X. tué à la Courneuve. Une pensée à l'ensemble de leurs familles. Une pensée à tous.tes ceux.celles qui sont victimes de ces violences et de ces homicides.

Y.

SOUS LES PAVES LES BENEFICES

Mais qui protège les banques ? Oui, d'accord, l'Etat et ses flics. Oui d'accord, le capitalisme et l'industrie, qu'elles ont elles-mêmes créées. Mais en manif ? Oui d'accord l'Etat et ses flics, encore. Mais pas que ! Les banques dépendent des grandes multinationales, les grandes multinationales dépendent des banques, oui d'accord. Du coup qui protège les banques en manif ? D'autres multinationales. Eh oui, ces grands panneaux de bois qui fleurissent devant leurs fenêtres, à l'approche de la

saison des lacrymos, ce ne sont pas les banques qui les installent elles-mêmes. Pas toutes du moins. Une grosse partie – à Amiens en tout cas – sont installés par... Vinci ! Non contents de détruire nos quartiers et nos campagnes, à grand coup de projets d'urbanisme douteux, de piller et ravager à travers le monde entier, voilà qu'ils se font même maintenant du fric sur le Black Bloc ! Y'a pas à chier, c'est quand même un ennemi balèze.

G .

RUFFIN, REPORTER TOUT TERRAIN

« Je m'en vais écrire un livre », annonce Ruffin dans une vidéo filmée dans sa cuisine. Tournage en mode « confinement » soigneusement mis en scène, les tas de brioches Pasquier débordent du placard nonchalamment resté ouvert derrière lui, plusieurs pots de Nutella trônent sur l'étagère, les aimants décorant le frigo ont été positionné sur le côté, histoire qu'on les voit mieux à la caméra. Mais y'en a pour tout le monde, le prolo comme le bobo, avec 3 roses fraîches dans un vase derrière lui, et une bouteille d'huile et son bec verseur au premier plan. Un bon communicant ce Ruffin, un authentique gauchiste dans sa cuisine. Bref, « je m'en vais écrire un livre », annonce-t-il donc, « et à vrai dire, avec vous : je ne compte pas faire le boulot tout seul ». Pour cela, notre héro local créé un site

internet visant à récolter toutes les contributions. Il nous propose de faire un « commentaire de texte », sur un extrait choisi du discours de Macron le 13 mars. Notre reporter tout terrain explique sa méthode : « Le matin, j'écris en direct sur Google doc », « on me voit écrire » insiste-t-il. Emouvant non, de regarder des lettres s'aligner sur son écran en songeant que c'est un peu comme accéder à l'intimité réflexive de son député ? « Je regarde pas les commentaires en direct », précise-t-il toutefois, « mais on les regardera » (entendre : mes employés les regarderont plus tard).

Ce travail de compilation de réflexions et commentaires aboutira donc à un livre, signé de son nom, qui une nouvelle fois fera honneur aux petites gens en portant leur parole.

Quand même, on ne peut s'empêcher de penser que Ruffin se fait de moins en moins chier pour récupérer tout ce qui lui passe sous la dent. Dans « Merci Patron ! » il se mettait en scène en héro solitaire sauvant une famille incapable de s'en sortir s'en lui. Dans son film sur les Gilets Jaunes, il s'est contenté d'aller filmer les gens en lutte, sans être acteur cette fois, mais se faisant quand même le représentant politique autoproclamé du mouvement. Mais alors là, on touche le fond : il fait écrire un livre par les gens, fait « appel à des intellectuels, des spécialistes » pour lui donner leurs idées, fait trier toutes ces contributions par sa main d'œuvre, et se contente de signer, triomphalement, LE livre contestataire du confinement. Finalement, ce que Ruffin semble faire le mieux, c'est de faire faire. Tu m'étonnes que son slogan ça soit « on a les gens ! ».

MAIS QUE FAIT LA POLICE QUAND LE RESTE D'AMIENS EST CONFINÉ ?

Gestion répressive d'une crise sanitaire

Les marchés de plein air ont donc été fermés par arrêté ministériel. Si les maires peuvent décider du maintien de certains marchés, il semble que celle d'Amiens n'y trouve pas grand intérêt. L'étrange logique sanitaire a pourtant voulu que les marchés clos restent ouverts. En effet, il est plus simple pour nos dévouées forces de l'ordre de verbaliser à la chaîne les consommateurs criminels qui ne vont pas faire leurs achats munis d'un papier qui explique qu'ils vont faire leurs achats. Engagés dans la grande guerre sanitaire, ces combattants du quotidien sauvent ainsi des vies grâce à leur arsenal contraventionnel. On est à pas loin de 100 000 amendes déjà dressées, plus de 13 500 000 € en moins de dix jours. Efficace comme nouvelle taxe, ça compensera peut-être la suppression de l'ISF ? Étape suivante, mis en place début avril à Amiens : des contrôles des paniers et cabas, durant lesquels le flic est désormais juge de ce qui est nécessaire, ou non, aux populations (du coup les chocolats de luxe, c'est nécessaire ?*). Mais profitons encore un peu, d'ici peu des décrets les propulseront infirmiers, pour faire effectuer de force les tests de dépistage du Covid-19.

Etrange mesure sanitaire également que le couvre-feu. Alors la circulation des

gens après 22h, quand il fait 0°C dehors, serait un danger épidémique terrible ? Plus qu'Amazon, les centres commerciaux, les commissariats ? Héritage d'un serait un danger épidémique terrible ? Plus qu'Amazon, les centres commerciaux, les commissariats ? Héritage d'un lourd passé répressif, les couvre-feu sont très utiles pour la Ve République naissante, contre les populations racisées colonisées, contre les maghrébins en l'occurrence, en octobre 1961, dans le contexte de la guerre d'Algérie. Couvre-feu qui sera contesté durant une manifestation célèbre par ses violences policières, le 17 octobre, où plus de 200 algériens sont morts sous les matraques ou noyés dans la Seine. Le couvre-feu sera également instauré dans des quartiers précis, durant les nuits de soulèvement, en 2005. Ou encore sur l'île de la Réunion, pour lutter contre les Gilets jaunes, en 2018... « Stratégie du choc », intimidations, exhibition de la toute-puissance de l'État et de sa police, collectivités locales mises au service de la Police nationale, tentatives pour habituer la population à un fichage et une soumission totales, sans aucun questionnement... En tous les cas, l'argument sanitaire paraît assez peu convaincant, et bien léger.

populaires. Et alors que tout le monde est claquemuré chez soi, que la moindre sortie vous expose à une répression de plus en plus arbitraire et incontrôlée, alors que les violences policières se répandent et se banalisent, que décide la Préfecture ? Une bonne grosse descente du RAID dans les quartiers de Pierre-Rolin et Amiens Nord. Blindés et flics armés jusqu'aux dents embarquent et perquisitionnent. Le couvre-feu et le confinement rendront la répression d'éventuels soulèvements probablement plus aisée. En tout cas ce que semble s'imaginer la flicaille et leurs supérieurs.

Et quitte à en profiter pour réprimer tout le monde, puisqu'en ce moment la police a tous les droits et une étrange légitimité dans la « guerre » sanitaire, autant en profiter pour harceler zonards et SDF. Population gênante et inconfenable, c'est l'occasion rêvée pour les agresser discrètement. Ainsi les verbalisations de SDF, dans les rues d'Amiens, sont monnaie courante. Pourtant les médias ne semblent pas s'en émouvoir. On préfère critiquer la police de Lyon ou Béziers, c'est plus simple. La nationale prend ainsi plaisir à empêcher certains de faire la manche, alors que la situation actuelle rend déjà très compliquée cette pratique, pourtant indispensable pour la survie de beaucoup. Et quand des SDF ne sont pas confinés, ils n'hésitent pas à les menacer de les gazer pour qu'ils débarrassent la voie publique, voire à leur inciter à aller « crever ailleurs du coronavirus » (citation d'un agent, quartier Marivaux, le 1er avril, lors d'une opération de verbalisation sanitaire, à l'entrée d'un supermarché).

G.

* Voir l'article page 11



Mais tout cela va ensemble. Ainsi couvre-feu, barrages aux entrées de marchés etc. permettent de stigmatiser encore davantage certaines populations, qui subissent déjà les pires conditions de confinement. Il est clair que le couvre-feu était, au départ, destiné à « pacifier » les quartiers

L

LOUIS VUITTON®

PARIS

Testez la nouvelle
Gamme de gel
Hydroalcoolique



L'UN D'ENTRE EUX VOUS RESSEMBLE...

DE LA PEUR DES HUMAINS

D'où vient la peur ?

Un argument qui reviendra dans les milieux militants par rapport à la gestion de l'épidémie par l'Etat est qu'il a utilisé la peur de la maladie pour exercer son contrôle, en légitimant notamment la présence des forces policières dans les rues , ou en proposant une application qui permet d'identifier toutes les personnes ayant côtoyé une personne contaminée. Dit de cette façon, cela pourrait paraître normal, mais tout militant sait que ces dispositifs ne seront pas utilisés uniquement à cette fin là. Mais la question que j'aimerais poser est : pourquoi avons nous peur, et pourquoi par cette peur nous laissons nos vies aux mains d'autres personnes que nous détestons habituellement, et qui sont d'une certaine façon à l'origine de cette maladie ?

Pourquoi avons nous peur de la maladie, pourquoi avons nous peur de la mort alors que la mort fait partie du cycle de la vie ? Peut être est-ce là une question cynique, mais elle est importante. En effet, je pense que c'est la peur de la mort qui nous a conduit à développer la médecine actuelle, les vaccins, les radios, la chirurgie.. Pourtant, il arrive qu'en se soignant d'une maladie, nous contractons d'autres maladies qui viennent directement du traitement que l'on a pris pour la première. Admettons que je suive une chimiothérapie pour un cancer, il y a de grandes chances qu'avec les médicaments je perde le goût de la nourriture , mes cheveux et pleins d'autres choses qui me rattachent à la condition humaine. De plus, le prix à payer

pour cette médecine est la morale/l'éthique, dans le sens où nos médicaments sont testés sur des animaux qui toute leur vie n'auront pas le contrôle sur leur vie.

Si mon cancer résiste et que je me vois obligée de continuer mes médicaments, je plongerai dans cette infernale descente aux enfers et je finirai par vouloir que l'euthanasie soit légale, comme en Belgique.

Alors pourquoi le système français ne légalise-t-il pas l'euthanasie ? Pourquoi la médecine s'efforce de faire vivre des gens le plus longtemps possible en les rendant dépendants de l'amour ou de la charité de leur(s) proches et du système social des infirmières, aides soignantes, qui n'est pas efficace ?

Cette réflexion, je l'applique également à l'épidémie actuelle : nous cherchons à nous en protéger coûte que coûte, alors que c'est notre système de survie qui l'a créée. Notre système créé sur la peur. La peur de la mort par la médecine, la peur des autres animaux que nous mettons en cage ou que nous élevons intensivement en leur enlevant toute capacité physique à s'adapter d'eux-même à leur environnement, la peur de la vie en aseptisant nos habitats, en créant des normes sanitaires (bien avant cette épidémie). Pourtant, tout ce que nous utilisons pour construire ce monde où rien ne peut nous arriver est nocif, comme le goudron de nos routes, les matériaux de nos voitures, le ciment de nos maisons, la radioactivité de nos radiographies, le gel hydroalcoolique si cher à nous en temps d'épidémie.

Nous allons tous mourir alors pourquoi tuer d'autres vies pour retarder notre mort ?
Pourquoi construire un monde qui lui-même crée ses maladies pour nous protéger ?
Ce système ne garantit pas la vie, encore moins une vie paisible.

Je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut rien faire pour éviter l'épidémie et qu'il ne faut pas faire attention aux uns et aux autres, mais qu'il faut relativiser sur l'ampleur que cela prend.

Je n'ai pas répondu à ma première question : d'où vient la peur ? Je ne crois pas qu'il n'y ait qu'une réponse.

Mais que fait-on de cette peur ?

AUSTERITE ET NECESSITE SELON BRIGITTE FOURRE

Les petit.e.s commerçant.e.s d'Amiens sont inquiet.e.s pour leur avenir. Si beaucoup sont déjà en train de mesurer l'épaisseur de leurs clés, pour mieux les faire glisser sous leurs portes closes pour une durée indéterminée, certains autres s'en sortiront très bien. Et, bizarrement, ce ne sont pas les plus fragiles, ni les plus à plaindre !

Un enjeu imprévu de la crise sanitaire, et bientôt économique, à Amiens : la Halle au Frais, ou Halles du Beffroi. Ce faux marché couvert a en fait le statut de centre commercial, et peut donc rester ouvert. On aurait pu penser que la ville d'Amiens allait permettre aux artisans, marchands ambulants ou maraîchers de s'installer sur les étals vacants, à tour de rôle pour compenser la fermeture des marchés ouverts ? Qu'on allait privilégier les produits dits « de première nécessité » ?

Eh bien non. Les chocolats de luxe, ça c'est urgent.

Il faut croire que des tractations ont eu lieu relativement tôt, et ces places ont été âprement négociées. Ce cher Jean-Alexandre Trogneux, dont l'oncle-président soutient la candidature de Brigitte Fourré, s'est ainsi vu attribuer ce charmant privilège. Ce symbole d'Amiens méritait probablement plus de mansuétude de la part de Mme le Maire que d'obscurs libraires, de douteux cordonniers, ou d'immondes gérants de kebab. Et il est d'autant plus à plaindre que c'est le deuxième privilège qui lui est accordé : il a déjà été autorisé à maintenir ouverte sa boutique dans la galerie du centre Auchan, au même titre que le tabac et la pharmacie !

Mais il restait une place à la Halle au frais. Mme le Maire, dans son désir d'équité, cherchait un autre privilégié. Qui donc en avait le plus besoin ? Tout simplement M. Stéphane Bisson. Moins connu, il n'en est pas moins le gérant de Nature de cacao, filiale de Nature de pain, un des « petits » commerces les plus juteux d'Amiens, à l'élégant chiffre d'affaires de 2 470 000 €, et qui, en plus, bénéficie déjà d'un immense étal à l'entrée des Halles du Beffroi.

Alors que le processus « démocratique » au sein des Conseils municipaux s'enraye, Mme le Maire « délibère » seules urgentes seraient donc prises ? Chacun.e sa conception de l'urgence. Trois décisions ont été prises le 24 mars 2020 : l'instauration d'un couvre-feu, et l'installation de deux des plus riches commerces d'Amiens dans un des derniers espaces de vente disponible.

G.

A la caisse ...

Un ami qui travaille à Intermarché dans l'Oise en tant que caissier m'a expliqué que depuis le début du confinement, il "contemple les différents comportements sociaux qui émanent des interactions qu'il a avec la clientèle". Il m'a dit qu'il était très surpris de voir que l'effet de mode "merci aux invisibles" était fortement présent. Les gens sont dans un état général beaucoup plus calme, patient et amical que d'habitude. Il a ajouté que le contraste entre cette sympathie et la psychose détresse ambiante est palpable. Un jour, un client l'a même applaudi après l'avoir remercié d'être là et de continuer à travailler. Il s'est ensuite

tourné vers l'ensemble du magasin pour les féliciter. "S'en est suivi un mouvement d'applaudissements reconnaissants repris par une vingtaine de personnes pendant quelques minutes. Ce moment était très gênant" m'a-t-il précisé. Je pense que toutes ces ovations dignes de films hollywoodiens ne font qu'apparaître une idée d'héroïsme nationaliste. Les considérer comme "sauveteurs du Pays", puisque "grâce à leur dévouement acharné, la - sainte - économie sans laquelle nous ne pourrions survivre s'effondrerait", ne fait qu'engendrer des réactions démesurées. Par exemple, quand un client de Lidl-Rivery s'était trompé d'article, car il n'était pas rangé au bon endroit et le prix qu'il affichait était plus

bas que celui qu'il a découvert en passant en caisse, a demandé à ne pas le garder, la caissière, énervée, a appelé un collègue qui est venu régler l'histoire en gueulant sur toutes les personnes faisant la queue, hurlant qu'ils n'avaient pas que ça à faire, et que "nous leur devons le

respect, après tout ce qu'ils font pour nous". Mais bon, nous n'allons quand-même pas les remercier et les féliciter de gagner du fric, ils ne sont pas bénévoles, ils ne se sacrifient pas, ils ne "risquent" pas leur vie.



JEUX-VIDÉO ET RÉALITÉ,

Le Smartphone, cette super invention révolutionnaire qu'environ 3,3 Milliards de Terriens possèdent, permet d'avoir un écran partout et tout le temps avec soi. Il permet également que le terrain de jeu-vidéo ne soit plus un espace à part, mais la réalité toute entière. Le mobile permet une forme de jeu inédite, parce qu'aussi petit soit-il, l'écran est partout, et non plus seulement dans le salon. C'est la « gamification ». Les dispositifs connectés permettent de transposer les mécaniques de jeu à l'ensemble de la vie quotidienne et transformer le monde en jeu-vidéo, en espace virtuel. De nouvelles interactions sont aussi créées avec les autres. Par exemple, avec Pokemon Go ou Geo-catching, deux applications, dans lesquelles il faut se déplacer dans le monde réel avec son portable pour évoluer dans le jeu, grâce à la localisation. Dans ces deux cas, le jeu consiste à utiliser la technique du géo-positionnement par satellite (le GPS), pour que l'utilisateur parte à la recherche de « Pokemons », d'« arènes de combats » ou de « Pokestops » pour l'un, de trésors cachés par d'autres joueurs pour le deuxième.

Puisque ces applications sont multi-joueurs, cela sous-entend une interactivité entre tous.

Mais une interaction finalement abstraite, fictive, dématérialisée, puisque tout se passe sur le petit écran qui l'accompagne. Et ça, c'est de la Réalité Augmentée ou Réalité Virtuelle. C'est un procédé technologique qui consiste à prendre des éléments du réel à travers la caméra d'un smartphone, pour y ajouter des objets virtuels. Le monde réel est dupliqué instantanément à l'écran, mais avec quelques modifications apportées grâce à la géolocalisation.

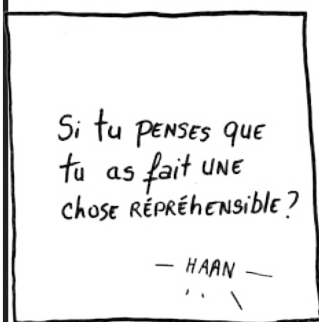
RECUPERATION CAPITALISTE ET GOUVERNEMENTALE

Et ce qui prend l'apparence de simple jeux divertissants, s'empare en fait du monde alentour, ne laissant apparaître que ce qui importe au joueur. Au dépend du reste, bien sûr, de tout ce qui existe autour. Et ça, c'est lié à la création d'un nouveau milieu au travers de ces appareils technologiques. Et bien sûr, c'est le capitalisme qui s'empare de tout ça, puisque ce milieu vide, gigantesque et carrément libre, permet d'inventer un maximum de nouveautés à commercialiser. Et cette récupération, on la retrouve avec les réseaux sociaux qui copient énormément les principes des jeux-vidéo. Les « likes », le partage d'informa-

tions plus ou moins personnelles et le scrolling perpétuel par exemple, mais encore les « points », les récompenses ou les « évolutions » que l'on retrouve également sur ces plateformes, comme sur Twitter ou tu commences en tant qu'œuf avant

PRET-A-PENSER... A LA MANIF EN LIGNE ?

Si l'on veut contester les mesures anti-sociales que passe le gouvernement en cette période de confinement, la France Insoumise nous propose de superbes actions, repensées version le confinement. Par exemple, la Manif en ligne. La F.I., Ensemble, le NPA ou encore Génération.s se sont ainsi rassemblées virtuellement pour une première édition de manif en ligne le 4 avril. Un véritable « succès » d'après eux. Le 11 avril, deuxième édition, avec de nouveaux visuels Instagram ou Snapchat clé en main, des tweets « prêt-à-poster » ou encore un décor à ajouter à sa photo de profil Facebook.



FUSION, CONFUSION...

d'éclore, ou Snapchat, qui distribue des « flammes » ou des trophées gratifiant les utilisateurs, à la manière des jeux virtuels, pour que l'utilisateur passe encore plus de temps sur ces applications. Et tous ces dispositifs sont aujourd'hui enracinés dans le quotidien des gens du monde entier qui les utilisent en grande ma-

rité. Question d'habitude. Et voilà, maintenant, les gouvernements s'en emparent à leur tour. Et particulièrement la Chine, avec la mise en place de son fameux Crédit Social, généralisé dans tout le pays cette année 2020. Et vu que la culture du jeu vidéo est considérable dans la tradition Chinoise, ce programme se réapproprie les principes de score, de compétition, et bien d'autres, pour camoufler le sur-contrôle et la sur-surveillance mises en place par les autorités. Le but de sa création est clair selon Lin Junyue, à l'origine du projet : « Il faut que tout le monde soit intègre, honnête, et respecte les contrats » pour une « reconstruction morale ».

LE CREDIT SOCIAL EN CHINE

Un système de surveillance permanente est mis en place dans le pays, avec des caméras intelligentes à reconnaissance faciales, capables de mettre une identité sur un visage en temps réel. Comme ça on sait tout le temps où tu es, quand et avec qui. Et ce dispositif est déjà expérimenté à Nice par exemple.

Le Crédit Social repose sur un dispositif de notation permettant de différencier les « bons »

des « mauvais » citoyens grâce au rassemblement de données de centaines de banques, de sociétés privées et des autorités. Les critères sur lesquels il s'appuie sont la situation financière, les habitudes de consommation, la carrière professionnelle et les comportements des individus sur les réseaux sociaux. Critiquer le gouvernement sur internet ou exhiber des signes extérieurs de richesse engendrent par exemple un mauvais score, tout comme acheter des cigarettes ou de l'alcool qui révèlent une « mauvaise hygiène de vie », tandis que donner son sang ou faire des louanges au parti entraîne une augmentation du crédit social.

Quand tu atteins le statut de « citoyen modèle », c'est que tu as un super score, et donc, des réductions sur tous les services publics, comme le bus à moitié prix ou les bibliothèques et les musées gratuits...

Un mauvais score au contraire enlève des droits aux chinois, et leurs visages, leurs noms et leurs adresses sont diffusés sur grands écrans dans les lieux publics comme les cinémas. « C'est une question de principe, il faut les dénoncer ces gens-là » disent les « bons » citoyens. C'est la Cour Suprême qui met ces gens dont la note est tombée à 0 sur liste noire. Cela concerne

Parce que rejoindre la lutte ne signifie pas développer ses propres idées, mais plutôt faire masse en diffusant les idées du parti. On n'est donc pas étonnés que ce soit un chiffre, une fois de plus, qui leur permette de célébrer leur victoire : « 75 000 tweets en quelques heures » annoncent-ils fièrement.

De toute façon, on proteste déjà contre le gouvernement en suivant un parcours de manif déterminé et encadré par la Préfecture. Alors, protester contre les politiques capitalistes et néolibérales avec les outils des réseaux sociaux, fruits de ce même néolibéralisme... On n'en est plus à une contradiction près.



des entreprises, mais aussi 23 millions d'individus en 2019. Tout le monde peut consulter cette liste noire et voir les visages, adresses et noms de toutes les personnes qui y figurent.

Quand tu es sur liste noire, tu ne peux plus avoir de crédit bancaire, acheter un appartement, voyager (car tu n'as pas le droit d'acheter un ticket de train), envoyer tes enfants dans une école privée, avoir une carte de crédit ou créer une entreprise, et si tu as un compte épargne, il est bloqué. Si tu téléphones à quelqu'un sur liste noire, une sirène de police retentit et un message vocal dit avant la communication « Attention, votre correspondant est sur liste noire, veuillez s'il vous plaît, exhorter cette personne à remplir ses obligations légales ». Et parmi les gens sur liste noire, il y a les gens qui ont des problèmes d'argent ou des dettes, mais aussi des journalistes qui se sont approchés un peu trop près des affaires de corruption de hauts responsables du Parti et qui ont été condamnés pour diffamation, ça prouve que les autorités peuvent sans problème éliminer tout opposant au gouvernement en place, tout « ennemi » du parti. Les opposants et les critiques de ce système de crédit social, dictature politique, sont très peu nombreux. Selon la plupart des

gens, avec ce système, tout le monde est devenu meilleur, civilisé et propre.

« Vous avez conduit en état d'ivresse ? Vous avez perdu des points sur votre crédit social. Vous ne pouvez plus être membre du Parti ou représentant de votre quartier. Vous ne pourrez plus être parmi les meilleurs ! Le crédit social est votre passeport dans la société, votre note est votre deuxième carte d'identité » crient les pubs à la télé, pour montrer quel comportement adopter. Et dans certain.e.s villes/villages il y a des grands panneaux d'affichage avec les noms de tous les habitants et à côté un nombre d'étoiles qui équivalent aux points du crédit social. Du coup tout le monde sait à combien tu es. C'est aussi pour ça que les gens n'osent plus faire de « mauvaises choses ».

Tout est dicté à la lettre, terrorisée, la population est incitée à dénoncer les autres, à être en constante compétition avec son voisin, toujours dans la peur, la peur de perdre des droits, la peur d'être affiché en gros sur des écrans, montrée comme « mauvaise » personne, détestée de tous les autres. C'est une stratégie pour dissuader les gens de s'opposer au pouvoir mis en place en leur faisant croire qu'ils perdront des droits s'ils perdent des points de crédit

social, or, être un « bon citoyen » avec ce système, c'est déjà n'avoir plus aucune liberté.

Et en France, ça existe déjà aussi en soit : toutes ces applis pour noter les hôtels, les livreurs, les restos, les docteurs, c'est déjà utiliser des schémas comme ceux-là. Et les banques ou les assurances, par exemple, s'appuient déjà sur un système de notation sociale, puisque pour vous accorder un crédit par exemple, elles étudient votre dossier pour s'assurer que vous serez un bon payeur.





LE CREDIT SOCIAL, PAS CHEZ NOUS ?

Ca paraît loin, le crédit social, la surveillance d'un Etat autoritaire et soi-disant communiste... Nous, on en est pas là. Ca n'arrivera pas si vite, pas comme ça... Ah bon, vraiment ?

Pourtant, les identités numériques, on connaît déjà ça. Bien sûr, il y a nos comptes sur les réseaux sociaux. On pourrait se dire que c'est rassurant, finalement, que ça soit géré par des groupes privés, et que nos informations, même si elles sont commercialisées, au moins ne vont pas directement dans la main de l'Etat.

Mais l'Etat français, s'il est à la traîne sur la Chine, avance en bonne marche vers la centralisation numérique quand même.

France Connect, par exemple, ce service qui permet, en créant une identité numérique associée à notre adresse postale et notre carte d'identité, de réaliser tout un tas de démarches en ligne. Obtenir une carte grise, déclarer ses impôts, accéder à son compte d'assurance maladie ou retraite, ou encore «simuler ses droits sociaux» (oui oui, c'est leur formulation, ça ne s'invente pas). Certaines démarches ne se font plus QUE via cette plateforme.

Le te raconte pas la galère quand tu vis en squat, que t'as pas de smartphone, impossible de créer un compte, impossible de demander ta carte grise.

En parallèle, le CCAS propose des «coffres-forts numériques» où, quand t'es Sdf ou demandeur d'asile, tu déposes tous tes papiers administratifs. L'assurance maladie crée le dossier médical partagé, où elle, tes médecins, l'hôpital ou la pharmacie peuvent déposer tous les documents concernant ta santé. D'ici à ce que tous ces services publics centralisent ces 2-3 plateformes en une seule, ou les fassent communiquer entre elles...

Sympa non, si n'importe quelle administration peut vérifier d'un simple clic tes déclarations auprès des autres services de l'Etat ? Sympa non, si les flics obtiennent des autorisations de perquisitionner ton identité numérique ? Qu'ils peuvent accéder à ton coffre-fort numérique, savoir si tu es en situation régulière ou non, ou connaître les détails de ton dossier médical ? Plus difficile de disparaître si on te cherche. Plus possible de faire la moindre erreur de déclaration. De là à ce qu'ils établissent un barème pour juger si tu es citoyen.ne digne ou non... Le chemin à parcourir n'est pas si loin qu'il n'y paraît.

L'utilisation de la crise sanitaire pour justifier l'instauration d'une cybersurveillance

Puisque le Paracétamol a été déclaré comme le traitement recommandé en cas de symptômes suspects ressemblants à ceux du Covid-19, la population s'est jetée sur les stocks de ces médicaments dans les pharmacies, suite à des rumeurs de pénurie. Il n'empêche que les laboratoires qui commercialisent ces médicaments comme le Doliprane, le Dafalgan ou l'Efferalgan ont affirmé qu'ils avaient constaté une hausse de la demande de Paracétamols, mais pas de quoi s'alarmer selon eux. « À ce jour, nos stocks nous permettent de poursuivre les livraisons vers nos clients » annonce Upsa, propos soutenus par Sanofi qui confirme qu'il n'y a pas de risque de pénurie de ces spécialités, en partie car les usines qui les fabriquent se trouvent en France. Pourtant, voilà les mesures prises par le gouvernement concernant la vente de Paracétamols sans ordonnance en temps de confinement :

- 1 boîte par client s'il est en bonne santé.

- 2 boîtes s'il signale des symptômes de type fiévreux.

Le nombre de boîtes vendues est inscrit dans le Dossier Pharmaceutique du client, même en l'absence d'ordonnance. Luc Besançon, délégué général de l'AFIPA (Association Française de l'Industrie Pharmaceutique pour une Automédication responsable) mentionne le fait que les pharmaciens n'ont pourtant qu'à « être vigilants sur le nombre de boîtes à remettre à chaque patient, comme ils le

font usuellement, pour assurer le bon usage du médicament et éviter les surdosages ». Donc si on écoute les fabricants des Paracétamols, ceux qui les commercialisent, et ceux qui gèrent l'automédication, il n'y a pas de quoi flipper. Alors pourquoi est-ce qu'on fiche et recense les gens qui en achètent ? Ça laisse penser que c'est déjà un pas vers la surveillance des consommateurs de Paracétamol, comme ça t'es suivis, on sait combien de boîtes tu as acheté, où, et dans quel laps de temps. Attention, si tu choppes le Covid-19, on a une excuse pour te traquer ! Et puis voilà, Google a publié un rapport le 3 avril 2020 sur les déplacements des populations du monde entier grâce à l'obtention de l'accès aux données de localisation des téléphones portables. Et puisque la Firme Mountain View a donné carte blanche aux autorités pour accéder à ces infos, on comprend un peu ce que ça sous-entend. En fait, si l'état peut se permettre de faire ça, c'est aussi parce que ce sont des technologies nouvelles, et donc qu'il n'y a pas de législations précises sur leur utilisation donc il fait ce qui veut. Et malgré cette violation des droits de l'Homme et des libertés de chacun, les gens ont l'air d'accepter tout ça facilement puisque c'est plus de 80% des Français qui sont favorables à un traçage numérique des personnes atteintes du Covid-19, selon un sondage réalisé par l'Université Britannique d'Oxford les 26 et 27 mars.



VIOLENCES LEGALES ?

Cela s'est passé au début du confinement, alors que presque tout le monde était chez soi. Mes coloc et moi étions sur le pas de la porte à discuter. Pas loin de nous, deux personnes s'engueulaient, un homme et une femme. Alors que nous allions rentrer, l'homme plaque la femme au mur et tente de l'étrangler. A ce moment là, nous sommes intervenus.

Nous voilà partis pour une soirée à temporiser des violences conjugales et à accueillir cette dame à la maison afin d'éviter que son mec ne revienne la harceler. En effet, il ne s'agissait pas que de violence physique, mais aussi psychologique : " Je suis désolé, je t'aime ", "Tu m'as poussé à bout, tu m'oblige à être violent"...

La question qui se pose c'est : aurions-nous pris une amende pour avoir aidé cette dame puisque c'est maintenant illégal de voir d'autres personnes ? Sommes-nous dans l'illégalité ?

L'IMPASSE DE L'ÉTAT FACE AUX CRISES

Depuis le début de la crise du Covid-19, et la sidération que cela a provoqué dans toute la société, l'idée de l'État-Providence semble être devenu le nouveau Salut qui lui seul pourra nous préserver des prochaines pandémies. De l'appel à produire « sur le territoire » par des entreprises nationalisées des produits « stratégiques » (comme les masques) à la nécessité de renforcer les services publics, les revendications de la gauche sont discutées dans toute la société. En se posant comme pourfendeuse de la politique néo-libéraliste, la gauche met de côté toute critique radicale pour se contenter de mettre en avant « sa méthode de gestion étatisée » face à l'échec de la méthode néo-libérale. Sans se soucier de résoudre ou même de penser ce qui provoque ces crises.

Puisque « la crise » est là et que la catastrophe reste toujours à venir, ceux qui critiquent l'état du monde se trouvent désarmés face à l'ampleur du problème, et refusent alors la critique de l'État. Les premiers à formuler une critique écologique pensaient qu'alerter et prévenir à grand coup d'images d'ours polaires en désarroi et de chiffres alarmants allait créer une prise de conscience de la part des citoyens, cette bonne conscience devant servir à motiver les nécessaires travaux d'intérieur d'un capitalisme pour lui aménager une moralité. Aujourd'hui nous avons et la prise de conscience et la crise écologique.

En conséquence, la prévention des crises a perdu toute sa légitimité pour laisser place au nouveau combat nécessaire : la gestion des crises.

Des libéraux aux écologistes en passant par la gauche, tous reconnaissent dans ce travail-là la place centrale et nécessaire de l'État. Face à des crises mondiales et des désastres sans cesse renouvelés, l'État fait figure de rempart et de guide. Là où la société semble se gripper, l'État peut agir: il gère les

populations, il les déplace, les confine, les réprime et les nourrit. Quand le péril se fait mondial, il réquisitionne, ferme les frontières et nationalise. Lorsque le système économique s'emballe, l'État offre des garanties aux banques et des allocations aux pauvres.

L'État souverain, fort mais aussi social semble être la nouvelle bouée à laquelle le vieux monde pourra s'accrocher, à condition de se débarrasser de quelques habitudes vues comme trop pesantes.

Dans ces nouvelles conditions, la gauche et une partie des anarchistes ont dû troquer la critique de l'État pour une critique de la mauvaise gouvernance, et la critique du capitalisme pour une critique du néo-libéralisme, facteur de mauvaise gouvernance.

L'origine répressive de l'État a été oubliée en échange de la protection contre les excès du capitalisme et des ravages de la société industrielle. Pourtant, l'État, le capitalisme et la société industrielle sont intimement liés, et chacun est garant de l'essor et la continuité de l'autre.

Le capitalisme transforme le monde en marchandises. Il ne cherche que ses intérêts, d'où les crises sociales et écologiques qu'il provoque ; l'État doit alors un peu arbitrer et beaucoup réprimer pour juguler ces crises. Le rôle de la société industrielle dans ce modèle de production est d'offrir autant une idéologie qu'un but : celui du progrès technique, qui doit transformer le monde, vaincre la maladie et créer d'incroyables divertissements pour le genre humain. La société industrielle légitime le capitalisme en le rendant moteur du progrès, qui malgré quelques excès, offre les moyens techniques pour que jamais le progrès ne cesse d'avancer.

La gauche préfère prendre ces questions séparément : il y a le capitalisme à réguler, un État social à défendre, et une société industrielle à réorienter vers de « vrais » besoins, plus citoyens. Demander une meilleure gestion de l'État, c'est le renforcer. Si aujourd'hui, nous sommes aux aguets des décisions gouvernementales, c'est bien qu'on a été dépossédés de nos moyens d'auto-organisation, et que nos vies ne sont déjà plus entre nos mains, mais dans celles de nos gestionnaires.

Z.



cozette@riseup.net

FB "collectif la breche"

Rédigé dans différents squats d'Amiens